

Burundi : investiture du président Pierre Nkurunziza

@rib News, 26/08/2010 Source AFP Pierre Nkurunziza, élu président du Burundi en juin lors d'un scrutin où il a été élu en lice, a prêté serment jeudi à Bujumbura, promettant la réconciliation et la lutte contre la corruption mais l'opposition a refusé de reconnaître sa légitimité. La main droite tenant le drapeau national et le drapeau de l'unité nationale, la main gauche posée sur la Constitution du Burundi, le président Nkurunziza s'est engagé à « combattre toute idéologie et pratique de génocide et d'exclusion, à promouvoir et à défendre les droits et libertés individuelles ». Il a promis de « défendre les intérêts supérieurs de la nation, à assurer l'unité nationale et la cohésion nationale, la justice sociale » lors d'une cérémonie au palais des Congrès. Dans son discours d'investiture, le président burundais a souligné que cette cérémonie marquait « la toute première fois dans l'histoire du Burundi qu'un pouvoir issu des élections termine son mandat ». M. Nkurunziza, 47 ans, ancien professeur d'éducation physique puis leader de l'ex-principale rébellion hutue du Cnodd-FDD, aujourd'hui au pouvoir, avait été élu à la tête de l'Etat burundais en 2005 par le Parlement. « Durant ce mandat, notre priorité sera la consolidation de la paix, de la sécurité et de la réconciliation », a promis M. Nkurunziza, avant de proclamer « la tolérance zéro » à tous les coupables d'actes de corruption et malversations économiques. La cérémonie s'est déroulée sous très haute sécurité. Des hélicoptères de l'armée burundaise ont survolé la capitale, tandis que des milliers de soldats et de policiers étaient déployés dans les rues de Bujumbura. Un seul chef d'Etat, le rwandais Paul Kagame, sur la quinzaine invitée, les vice-présidents de l'Angola, du Nigeria et de la Zambie, ainsi qu'une vingtaine de délégations étrangères ont assisté à la cérémonie. Le Burundi traverse une grave crise politique depuis les communales du 24 mai, remportées très largement par le parti au pouvoir et dénoncées par l'opposition comme entachées de fraudes massives. Juste après l'investiture l'opposition a annoncé qu'elle ne reconnaîtrait pas les institutions issues des élections. « L'ADC ne reconnaît aucune institution issue de ces élections », dont le président Nkurunziza, a déclaré Chauvineau Mugwengezo, porte-parole de l'Alliance démocratique pour le changement (ADC). L'ADC est une plate-forme constituée de 12 partis d'opposition dont l'ex-rébellion des Forces nationales de libération (FNL). « La seule possibilité pour qu'on le reconnaisse comme président est qu'il amorce très rapidement un véritable dialogue qui puisse permettre de restaurer la démocratie », a ajouté M. Mugwengezo.